

[Français]

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

A PROPOS DES RÉPERCUSSIONS POSSIBLES DU BUDGET EN ALBERTA ET EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Depuis la lecture de son exposé budgétaire, le ministre a-t-il reçu des protestations de la part de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, relativement aux restrictions qu'on veut leur imposer, en vue de les appauvrir et, peut-être, de faire en sorte que les autres provinces canadiennes demeurent également pauvres?

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES EAUX INTERPROVINCIALES—LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Ma question s'adresse au premier ministre. Elle peut avoir l'air de ressembler à une question que j'ai déjà posée. Elle a trait à la responsabilité fédérale en matière de pollution. Cette responsabilité semble se fragmenter maintenant au lieu de devenir efficace. Je prie le premier ministre de concentrer son attention sur le sujet et de faire sous peu une déclaration. La loi sur la conservation des eaux n'est pas la solution à l'ensemble du problème.

M. l'Orateur: Je partage l'avis du député. Sa question ressemble énormément à celle qu'il a déjà posée aujourd'hui.

M. Aiken: Je n'ai pas obtenu de réponse à ma question antérieure. Je crois que le premier ministre est prêt à répondre à celle-ci.

LA BAIE DE PLAISANCE (T.-N.)—L'INDEMNISATION DES PÊCHEURS VICTIMES DE LA POLLUTION

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Pêches et des Forêts et du ministre suppléant des Pêches et des Forêts (le ministre des Transports), que la question intéresse beaucoup, j'aimerais poser ma question au secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts, dont nous connaissons l'énergie et l'ambition. Est-il prêt à confirmer devant la Chambre les propos tenus par le ministre des Transports l'autre jour à Saint-

[L'hon. M. Benson.]

Jean selon lesquels le gouvernement présenterait un plan d'indemnités révisé à l'intention des pêcheurs de la baie de Plaisance...

M. l'Orateur: A l'ordre. La question du député n'est pas réglementaire. Il ne peut demander au secrétaire parlementaire d'interpréter la déclaration du ministre.

M. McGrath: Alors, monsieur l'Orateur, me permettez-vous de reprendre ma question et de demander à l'adjoint parlementaire quel est le programme d'aide révisé que le gouvernement a échafaudé à l'intention des pêcheurs de la baie de Plaisance?

M. E. F. Whelan (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas toujours ce que le député a dans la tête, mais je puis lui dire que nous avons créé une commission d'appel, composée de trois pêcheurs et de deux fonctionnaires dignes de foi et honnêtes, pour entendre les appels des pêcheurs qui ne seraient pas satisfaits de la compensation reçue. J'espère que cela répond à la question du député.

[Français]

LA PÊCHE

LA BAIE SAINTE-MARIE (N.-É.)—LES DIFFICULTÉS ENTRE LES SEINEURS ET LES PÊCHEURS À FASCINES

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au très honorable premier ministre.

Monsieur l'Orateur, je m'excuse de faire une préface, mais c'est nécessaire.

[Traduction]

Comme les boards of trade, des députés et des représentants de l'autre endroit, des organismes libéraux et grand nombre de particuliers ont demandé la fermeture de la baie Sainte-Marie en Nouvelle-Écosse, le premier ministre vérifierait-il auprès de son bureau régional pour voir s'il y aurait moyen de protéger les droits des pêcheurs de cette baie?

[Plus tard]

Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts, qui semble connaître toutes les réponses. Pourrait-il nous dire si l'on se propose de fermer la baie Sainte-Marie en Nouvelle-Écosse, afin de protéger les pêcheurs dans ces eaux?

M. E. F. Whelan (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, la question fait l'objet d'une étude intensive.